

Au-delà de l'égalité de droit... l'égalité de fait

Passer de l'égalité de droit à l'égalité de fait ne se réalise pas facilement. Au-delà des changements législatifs, l'atteinte de l'égalité demande des changements de culture et de mentalités.

C'est dans ce contexte qu'en 2005, le gouvernement du Québec a tenu une vaste consultation en commission parlementaire en vue de renouveler la politique sur la condition féminine adoptée en 1993.

Cette consultation publique a suscité un vif intérêt au sein de la population québécoise. Elle a permis d'établir des constats et de dégager des consensus sur les actions à mettre en place afin de promouvoir des rapports égalitaires dans la société québécoise.

Avec cette politique, le gouvernement entend traduire en actions concrètes les droits reconnus aux femmes par les chartes québécoise et canadienne et les engagements internationaux. Il souhaite ainsi demeurer un chef de file et un acteur de premier plan en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Pour obtenir un exemplaire de ces documents :

Secrétariat à la condition féminine
905, avenue Honoré-Mercier, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5M6

Numéro de téléphone : 418 643-9052

Courriel : cond.fem@mcccf.gouv.qc.ca

La politique *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* et le plan d'action 2007-2010 peuvent être consultés sous la rubrique « Publications » du site Web du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine : [\[www.mcccf.gouv.qc.ca\]](http://www.mcccf.gouv.qc.ca).

Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE
POUR L'ÉGALITÉ ENTRE
LES FEMMES ET LES HOMMES



Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Une politique... pourquoi?

La Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes a été produite PARCE QUE :

» **DES INÉGALITÉS PERSISTENT** et affectent encore les femmes, notamment sur les plans économique, social et politique.

» **DES PROBLÈMES SOCIAUX EN ÉMERGENCE** font apparaître de nouveaux obstacles à l'égalité.

Parmi ceux-ci :

- la diffusion dans Internet d'images pornographiques et violentes;
- le trafic sexuel mondial;
- l'exploitation de femmes et d'enfants vulnérables.

» **DE NOUVEAUX DÉFIS SOCIAUX ET DÉMOGRAPHIQUES** se posent à la société québécoise, tout comme aux autres sociétés occidentales.

Au nombre de ces défis :

- la mondialisation des marchés;
- la compétitivité;
- les exigences du monde du travail;
- les changements démographiques;
- la diversité croissante sur les plans culturel et religieux.

La politique... en bref

Une politique pour 10 ans
Un premier plan d'action triennal

6 orientations couvrant l'ensemble de la question

- Modèles et comportements égalitaires;
- Égalité économique;
- Conciliation travail-famille;
- Soins de santé adaptés;
- Intégrité et sécurité des femmes;
- Participation des femmes aux instances décisionnelles.

18 objectifs couvrant l'ensemble des préoccupations

Quelques-uns de ces objectifs :

- Favoriser une socialisation non stéréotypée des jeunes;
- Promouvoir des images égalitaires dans les médias et les sports;
- Favoriser l'équité dans les responsabilités familiales;
- Soutenir l'intégration et le maintien en emploi des femmes;
- Prévenir et contrer la violence conjugale et les agressions sexuelles;
- Viser la parité de représentation dans les lieux de pouvoir.

63 actions significatives

- dont 42 nouvelles.

Ce que nous voulons comme Québécoises et Québécois

- Des jeunes plus sensibilisés aux rapports égalitaires;
- Des médias qui favorisent une représentation valorisante et égalitaire des femmes et des hommes;
- Des parents mieux soutenus dans leur rôle parental;
- Davantage de filles en science et en génie;
- Davantage de garçons dans le secteur de l'éducation à l'enfance et de l'enseignement primaire;
- Moins de femmes dont la situation est précaire sur le plan économique;
- Davantage d'entreprises qui se conforment à l'équité salariale et qui mettent sur pied des mesures de conciliation travail-famille;
- Des jeunes plus sensibilisés à la violence dans les relations amoureuses;
- Des femmes dont l'intégrité est respectée et la sécurité assurée;
- Des femmes plus présentes en politique et dans les instances décisionnelles, notamment dans les régions.